

La objetividad del Estado

Sur la science de gouvernement des *Chicago Boys* dans le Chili de Pinochet*

Olivier Ihl

La dictature du général Pinochet ne fut pas que militaire. Elle fut aussi économique. Parmi ses élites dirigeantes, certaines furent porteuses d'un militantisme à prétention scientifique qui conquist puis domina sans partage les sommets de l'État. Pendant près de 17 ans, ces *Chicago Boys*, s'enorgueillissant de leur filiation avec la prestigieuse école du professeur Milton Friedman, travaillèrent à donner objectivité à la doctrine économique dont se prévalait le pouvoir¹. Une objectivité tout à la fois revendiquée et contestée dont cette communication voudrait interroger le statut, sinon certains usages. Pour le dire de façon ramassée : il s'agira de porter l'attention sur les processus par lesquels une prétendue « science économique » d'inspiration monétariste a pu se constituer en science de gouvernement². Non pas d'en évaluer avec des outils économiques la qualité économique, démarche qui reste le propre de la controverse disciplinaire³, mais de mettre à jour les traits et attraits de la scientificité dont celle-ci a pu être créditée.

* Cette communication a bénéficié des ressources et des échanges du programme du PICS 3441 (Programme international de coopération scientifique « État et professionnalisation du politique, France-Chili, XIX^e-XX^e siècles » du CNRS mis en place entre 2005 et 2008 (<http://www.francechili.fr>). Les traductions des articles de presse, rapports, articles et ouvrages mobilisés pour cette recherche sont de la seule responsabilité de l'auteur.

¹ Rappelons-le : ce groupe d'une vingtaine d'économistes occupa plusieurs fonctions officielles sous la dictature, notamment des postes ministériels. Jorge Cauas fut ministre des Finances de 1974 à 1977, Sergio de Castro conseiller du ministre de l'Économie de 1973 à 1974 puis ministre de l'Économie de 1974 à 1976 et ministre des Finances (1977-1982), José Piñera, ministre du Travail (1978-1981) et ministre des Mines (1981), en charge de la loi qui organisa le passage à la retraite par capitalisation, Pablo Baraona, ministre de l'Économie (1976-1979)... Mais la notion de *Chicago Boys* amalgame de multiples réalités qu'il convient de distinguer : académique (les universitaires détenteurs d'un master ou doctorat d'économie de l'Université de Chicago obtenu dans le cadre de la convention signée entre l'*Universidad Católica* et l'Université de Chicago), sociologique (les cadres financiers et économistes qui ont travaillé à la mise en œuvre des politiques monétaristes sous l'ère Pinochet), politique (le personnel dirigeant qui, dans les Ministères et instances financières nationales et internationales, s'est revendiqué des thèses du professeur Milton Friedman sous le régime militaire). Une imprécision sémantique qui possède un autre inconvénient que celui de savoir de qui on parle : celui de rendre bien fragile la lecture en termes « d'influence », sinon de type conspirative, qui sous-tend nombre d'enquêtes. Pour un exemple, Phil O'Brian et Jackie Roddick, *Chile : The Pinochet Decade. The Rise and fall of the Chicago Boys*, Londres, Latin America Bureau, 1983.

² Pour une première présentation de ce cadre théorique qui ne peut être rappelé ici, voir Olivier Ihl et Martine Kaluszynski, « Pour une sociologie historique des sciences de gouvernement », *Revue française d'administration publique*, 102, 2, 2002, p. 229-243.

³ Par exemple au travers de l'opposition qu'expriment James M. Cypher (« Pinochet meets Polanyi ? The Curious Case of the Chilean Embrace of "Free" Market Economics », *Journal of Economic Issues*, 38, 2, juin 2004, p. 527-535) et Sebastien Edwards, « Monetarism in Chile, 1973-1983 : Some Economic Puzzles », *Economic Development and Cultural Change*, 34, 3, avril 1986, p. 535-59. De façon générale, une grande part

Si l'histoire sociale et intellectuelle des *Chicago Boys* est aujourd'hui bien documentée⁴, en revanche, son interprétation reste largement prisonnière de l'illusion héroïque : celle par laquelle toute analyse en termes de structure se découvre invalidée pour se focaliser sur les décisions et actions des individus. Il ne semble donc pas facile de constituer en objet théorique une telle séquence historique. D'autant que sa lecture, fréquemment adossée à la théorie gramscienne de l'intellectuel organique⁵, reste tiraillée par des principes de lecture fonctionnalistes. Deux d'entre eux ont fini au Chili par polariser le débat. Le premier consiste à y percevoir un avènement de la *technocratie*⁶ : ignorée sous les présidences de Frei et d'Allende du fait de son implication élitiste, elle serait apparue au grand jour sous un régime militaire désormais débarrassé des masques de la démocratie électorale. On le sait : cette forme de gouvernement possède en Amérique latine des connotations singulières depuis que l'Espagne franquiste a permis aux *tecnócratas*, proches de l'Opus Dei, de favoriser la reconversion de l'économie nationale, une transition présentée là aussi comme un « miracle économique ». D'où l'assimilation de la technocratie à une pathologie démocratique dont l'avènement serait particulièrement inquiétant pour l'évolution du monde⁷.

de la littérature mobilisée est le fait d'universitaires engagés dans les controverses et concurrences ouvertes par l'avènement de cette science de gouvernement monétariste.

⁴ Dernière enquête en date : Karin Fischer, « The Influence of Neoliberals in Chile before, during and after Pinochet » dans Philip Mirowski et Diter Plehwe (dir.), *The Road from Mont Pèlerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge (Mass.), Londres, Harvard University Press, 2009. P. 305-346 (je remercie Benoît Monange pour m'avoir signalé cette publication). A signaler que la plupart de ces travaux émanent d'universitaires engagés dans des structures partisanes ou des *think tanks* gouvernementaux. C'est le cas, entre autres, de Juan Gabriel Valdés (*Pinochet's economists: the Chicago school in Chile*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995). Centré sur le « transfert international des idées économiques », il se fonde sur l'examen des archives des Fondations Ford et Rockefeller et de l'Agence de Développement International (AID). D'inspiration socialiste, son analyse conserve une certaine affection pour le schème conspiratif ou la théorie de l'impérialisme. Après un Ph.D. de Science Politique à *Princeton University* et un Master en « Political and Latin American Studies » à *Essex University*, en Grande-Bretagne, son auteur a suivi une double carrière d'universitaire et d'homme politique. Entré comme chercheur en 1972 au Centre d'Études Politiques de l'*Universidad Católica*, il dut s'exiler sous le régime militaire. Il exercera des fonctions académiques aux États-Unis puis à Mexico avant de travailler pour les Nations Unies comme consultant, activité qu'il reprendra à son retour au Chili. Une expérience internationale qui lui vaudra d'être nommé dans différents ministères et, enfin, couronnement d'une carrière, ministre des Affaires Étrangères sous la présidence de Frey.

⁵ « Tout groupe social, qui naît sur le terrain d'origine d'une fonction principale dans le monde de la production économique, produit, en même temps, de façon organique, une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui apportent homogénéité et conscience de son propre rôle, bien sûr dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine social et politique », Antonio Gramsci, *Quaderni del carcere*, édition établie par Valentino Gerratana, Turin, Einaudi, 1975, p. 1513.

⁶ L'expression de Patricio Silva est une « *increasing technocratization of decision-making* » dans « Technocrats and Politics in Chile: From the Chicago Boys to the CIEPLAN Monks », *Journal of Latin American Studies*, 23, 2, mai 1991, p. 385. Destinée à rendre compte des « raisons d'un succès », la notion désigne dans ce débat « l'ensemble des individus disposant d'un haut niveau de spécialisation académique » recrutés sur ce critère pour « occuper les centres de décision », assurant ou orientant la conduite des « organisations complexes, qu'elles soient privées ou publiques », une définition qui est inspirée de David Collier (dir.), *The New Authoritarianism in Latin America*, Princeton, Princeton University Press, 1979, p. 403.

⁷ Pour une illustration récente, voir Armand Mattelart, *La globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris, La Découverte, 2008.

Pour d'autres, l'épisode des *Chicago Boys* renseignerait sur les dérives de l'expertise publique, cette tendance des sociétés contemporaines à remplacer les jugements du nombre par ceux de la compétence. C'est le rôle des « experts », ces auxiliaires spécialisés qui, loin d'exercer leur mission en toute indépendance (donner des avis techniques), seraient devenus le cheval de Troie du mouvement néolibéral balayant l'économie internationale⁸. Les experts serviraient à asseoir la légitimité de mesures autoritaires, cela au nom d'une rationalité faussement impartiale. Un tel schéma explicatif ne concerne pas seulement les traditionnels *tùnicos* (ingénieurs agronomes ou du génie civil, planificateurs, consultants financiers) mais aussi les professionnels des sciences sociales (sociologues, politistes, juristes, psychologues, anthropologues). Dépourvus de l'onction du suffrage, ces derniers auraient prêté main forte au développement d'un néolibéralisme débridé. Ils auraient favorisé une confiscation de la souveraineté du peuple, voire le passage à une société post politique. Technocratie, apolitisme, expertocratie : les caractéristiques de ce « libéralisme autoritaire »⁹ viendraient confirmer l'hypertrophie de l'« entrepreneur capitaliste », cette figure hégémonique engendrant « en même temps que lui-même le technicien d'industrie, le savant en économie politique, l'organisateur d'une culture nouvelle, d'un droit nouveau »¹⁰.

Face à cette lecture normative, rien n'importe plus que d'autonomiser le questionnement. D'où le souci de le recentrer sur les processus concrets de formation des savoirs d'État. L'idée est de soustraire l'analyse au double écueil du fonctionnalisme et du développementalisme par une approche configurationnelle qui fait de l'histoire des *Chicago Boys*, non pas l'envers d'une « manipulation sociale », non pas une étape sur la voie prophétique de la « fin de la démocratie », mais une séquence spécifique : celle de la recomposition d'une ingénierie d'État en contexte dictatorial. L'analyse des sciences de gouvernement en offre l'opportunité. Elle propose un schéma fondé sur le double mouvement d'un militantisme scientifique et d'une habilitation bureaucratique opérant tous deux par un jeu de transactions et conversions distinct de toute continuité linéaire. En somme, c'est une

⁸ Parmi d'innombrables illustrations, mentionnons les ouvrages de Judith A. Teichman, *The politics of freeing markets in Latin America: Chile, Argentina, and Mexico*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2001 ou de Paul H. Lewis, *Authoritarian regimes in Latin America: dictators, despots, and tyrants*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2006, 2^e éd. Tous deux, s'efforcent de démontrer l'importance de ces « réformes de marché ». Nées de pratiques autoritaires, elles auraient permis en la préfigurant une démocratisation véritable. Une démarche largement célébrée depuis les années 1990 : faire du droit de commercer librement et des lois sur la propriété le socle des libertés publiques. Avec cette idée, chère au modèle du *nation building*, que la croissance économique précède et facilite la démocratie électorale.

⁹ Une expression plus descriptive que celle, normative, de « néoconservateurs » utilisée par exemple par Joseph R. Ramos, *Neoconservative Economics in the Southern Cone of Latin America, 1973-1983*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986 ou Alejandro Foxley Riesco, *Latin American Experiments in Neoconservative Economics*, Berkeley, University of California Press, 1983.

¹⁰ Antonio Gramsci, *op. cit.*, tome 3, p. 309.

double logique qui prévaut dans ce cadre analytique : d'enrôlement des savoirs et d'académisation de la puissance. Des outils conceptuels dont cette communication s'attachera à clarifier la portée en revenant sur l'action propre de ce groupe de « *scholars* » qui, sous couvert de connaissances plus objectives, suscitait et accréditait de nouvelles ingénieries de gouvernement¹¹.

Un militantisme scientifique

Sous le pouvoir militaire, nombre d'observateurs l'ont souligné, la présence des économistes formés à l'Université de Chicago fut présentée comme la garantie d'une politique « rationnelle et cohérente »¹². L'expression est de Milton Friedman. Elle fut reprise en maintes circonstances. Contre les errements de la démocratie électorale, avec ses surenchères mais aussi ses conflits de valeurs, le pavillon des *Chicago Boys* promettait la mise en œuvre d'un *gouvernement scientifique*. Un enrôlement du savoir économique qui fut utilisé par les militaires, au lendemain du coup d'État, pour disqualifier toute alternative comme relevant soit de l'ignorance soit de la défense d'intérêts particuliers¹³. Au-delà des jugements d'opinion que suscite cet enrôlement (du « sauvetage de l'économie chilienne qu'Allende poussait vers le communisme » à l'idée d'« une subordination coupable d'universitaires tentés par le pouvoir », en passant par le constat d'une « opposition irréconciliable entre économie libérale et démocratie véritable »)¹⁴, il importe de prendre au sérieux ce point : le

¹¹ Pour une illustration de ce type d'enquête qui relève pleinement de la sociologie historique, voir l'ouvrage de Margaret Weir, Ann Schola Orloff et Theda Skocpol (dir.), *The Politics of Social Policy in the United States*, Princeton, Princeton University Press, 1998.

¹² Une des caractéristiques des *policymakers* au Chili tient à l'importance qu'y tiennent les titres universitaires, notamment ceux acquis à l'étranger. Une situation qui renvoie à l'extraversion de nombre de filières de recrutement professoral et à la porosité des carrières universitaire et politique, notamment dans le champ des sciences économiques (comme le montre bien Veronica Montecinos, *Economists, Politics and The State : Chile, 1958-1994*, Amsterdam, CEDLA Publications, 1998). Il faut également signaler la professionnalisation inachevée des carrières de haut-fonctionnaires dans ce pays. Ces derniers ne forment pas une élite de bureaucrates professionnels, recrutés sur des bases méritocratiques (le concours) comme c'est le cas dans nombre de pays européens mais, pour une part significative, des équipes recrutées pour leurs compétences et leur fidélité à des partis. Voir Peter S. Cleaves, *Bureaucratic Politics and Administration in Chile*, Berkeley, University of California Press, 1974.

¹³ Sur le contexte précis de cette prise de pouvoir par la junte militaire, Augusto Varas, *Los militares en el poder: Regimen y gobierno militar en Chile, 1973-1986*, Santiago, Pehuén, 1987.

¹⁴ Dans son livre *La historia no contada de los economistas y el Presidente Pinochet Santiago*, Editorial Zig-Zag Santiago de Chile, 1998 le *grémialiste* et ancien ambassadeur du régime militaire, Arturo Fontaine Aldunate, parle d'un « processus en vertu duquel un gouvernement militaire et autoritaire - celui du Président Auguste Pinochet- fait rigoureusement siens les principes de l'économie de marché ». En revanche, pour le sociologue Tomás Moulian, ce projet de révolution capitaliste fut « une contre-révolution, plus précisément une réaction contre un mouvement populaire ascendant » (*Chile actual, anatomía de un mito*, Santiago du Chili, Lom-Arcis, 1997, p. 13).

programme de gouvernement des *Chicago Boys* fut présenté comme un ensemble de connaissances objectives. Porté par des outsiders (parfois tout juste revenus de l'université de Chicago), il se définissait dans et par une configuration spécifique : celle de rivalités pour imposer un registre d'objectivité conforme aux attentes d'une phase de crise politique.

Régime d'objectivité : le terme pourra sembler abstrait. Pourquoi ne pas recourir plutôt à la notion de paradigme ? Dans son ouvrage publiée en 1962 (*La structure des révolutions scientifiques*, traduction française, Paris, Flammarion, 1983), Kuhn assimile – rappelons-le – la notion à un ensemble structuré de concepts, de théories et de techniques instrumentales. Un ensemble qui, dans une conjoncture donnée, indique les contours du monde que les savants peuvent interroger. Cependant, le terme demeure enfermé dans une vision psychologique. Il sous-estime l'influence des facteurs sociaux et des compétitions intellectuelles sur le développement de la recherche. La succession de ces paradigmes ? Elle est présentée comme découlant de l'apparition de « faits nouveaux » restés inexplicables par l'ancien modèle théorique. Ce qui entraînerait, après une période d'incertitudes, un groupe d'individus « à l'imagination particulièrement fertile » à construire un nouveau cadre d'interprétation. Reste qu'une telle approche ne dit rien sur leur contexte d'avènement et d'emploi, rien sur l'autorité sociale de ces outils : notamment sur la position institutionnelle de ceux qui les commandent, les reçoivent ou s'en prévalent.

Premier niveau de ces concurrences académiques : la constitution de l'école dite de Chicago. Regroupés derrière une bannière commune, celle du département d'économie d'une université restée longtemps dans l'ombre des plus grandes, ces économistes étaient loin de partager les mêmes aspirations¹⁵. Sans ouvrir le débat proprement disciplinaire sur leurs attendus scientifiques (au-delà de l'affirmation de la supériorité intrinsèque du marché ou du soupçon porté sur les interventions gouvernementales en matière économique), il faut souligner qu'une telle filiation réservait l'élaboration des politiques économiques, non à des amateurs (des groupes d'intérêts pesant sur le processus politique) mais à des professionnels, reconnus par leur titre et qualification. Assimilés à une revendication de scientificité, ces signes de reconnaissance jouèrent un rôle déterminant. Ils contribuèrent au processus de transmission interculturelle de ce prophétisme scientifique. Les travaux sur la théorie néoclassique des prix ou le contrôle de la masse monétaire n'offraient-ils pas un argumentaire refuge aux opposants des politiques d'inspiration keynésienne ? Mais il y a plus. En favorisant

¹⁵ Pour une présentation académique de la diversité des optiques de recherche que recouvre cette appellation unifiante, entre « école du *public choice* », « approche marginaliste », « théorie des incitations » ou « keynésianisme révisé », voir Peter Bofinger, *Monetary Policy. Goals, Institutions, Stratégies, and Instruments*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

un entre soi académique, la référence aux économistes de l'Université de Chicago venait justifier, au-delà de la formation professionnelle suivie, les attitudes sur ce qui est légitime dans l'action gouvernementale ou la vie politique en général. Un entre soi que facilitait le renom d'une Université de Chicago qui pourrait bientôt se targuer de posséder 9 des 12 nobélisés en économie des États-Unis¹⁶. Toutefois, plutôt que de recourir au schème d'une *success story* : celui d'une « constellation de penseurs géniaux » décidant de réaliser une « transformation complète du paysage économique mondial »¹⁷, il faut se tourner vers un terrain d'analyse plus réaliste, celui des recompositions du monde universitaire étatsunien. La compétition entretenue avec Harvard et Columbia joua un rôle décisif dans la stratégie de cette jeune université. Éloignée des grands centres culturels et académiques du pays, celle-ci allait faire de nécessité vertu : l'éloignement devenait l'alibi d'une stratégie de démarcation systématique. Il encourageait une politique de label qui allait servir de porte-drapeau à un groupe de théoriciens hostiles à l'interventionnisme public : Theodore W. Schultz, Milton Friedman, George Stigler, D. Gale Johnson, Harry Johnson, Bob Mundell, Jacob Frenkel, George Tolley ou Larry Sjaastad. Dernière arrivée dans les filières de recrutement international, l'université allait faire d'un certain nombre de partenaires des « laboratoires » (l'expression est de l'économiste Theodore Schultz à propos du Chili) pour la promotion de la « cause ». Les arènes internationales dans lesquelles ce savoir a pu conquérir des relais mais aussi des lettres de créance sont bien connues : de la Banque mondiale au FMI. Des instances alors sous la pression de la guerre froide et pour qui la lutte contre le « danger communiste » équivalait à rallier les efforts des États-Unis pour exporter leur « modernité » économique. Ce transfert de savoirs destinés à améliorer l'organisation sociale et le potentiel économique des

¹⁶ Des filiations et rapprochements tantôt exaltés tantôt déniés au point de faire douter de l'existence d'une « école » chilienne de Chicago : Arnold Harberger, qui fut conseiller au Chili durant les présidences de Frei et Alessandri, nie, par exemple, toute relation avec le gouvernement de Pinochet. Ce qui ne l'empêcha pas sur le tard de présenter les *Chicago Boys* comme des « héros des politiques économiques » (« Secrets of Success: A Handful of Heroes », *American Economic Review*, 83, 2, mai 1993, p. 343-50). Milton Friedman, explique n'avoir passé que six jours au Chili dans sa vie : « je n'étais pas et n'avais jamais été un conseiller économique de la junte chilienne (« was not then and never [has] been an economic adviser to the Chilean junta », *The New York Times* du 22 mai 1977). Toutefois, jusqu'à la récession de 1982, aucune critique ne vint de leur part quant à la politique conduite par leurs émules chiliens. Les deux professeurs n'hésitèrent pas, en revanche, à se prêter à des conférences et séminaires à Santiago pour réactiver le crédit et, partant, le crédo de leurs anciens étudiants désormais en responsabilité. Signe que l'autorité sociale des économistes de la *Catolica* est inséparable du crédit scientifique de leurs mentors états-uniens, crédit que les relations d'amitié et de déférence universitaire sont venues consolider (on pense aussi à la figure de Friedrich Hayek venu plusieurs fois en visite au Chili) : c'est particulièrement visible dans les périodes de difficulté ou de doute.

¹⁷ Johan Van Overtveldt parle d'un « petit mais potentiellement très influent cercle de penseurs » au premier rang duquel on retrouverait Milton Friedman, Gary Becker, George Stigler ou Robert Lucas, tous animées par « la ferme croyance dans l'économie comme une véritable science et la conviction que sa portée était des hautes pour la vie de tous les jours », *The Chicago School: How the University of Chicago Assembled the Thinkers Who Revolutionized Economics and Business*, Agate Publishing, Chicago, 2007, p. 20.

pays du « bloc » capitaliste s'appuyait sur une initiative structurante : la promotion d'accords universitaires (*university agreements*). Ces derniers étaient financés par ce qui allait s'appeler l'Agence pour le Développement International (*United States Agency for International Development, USAID*). Une structure qui permettait à la fois d'étendre les réseaux d'action de la diplomatie étatsunienne et de favoriser la reconnaissance de départements universitaires en quête de nouvelles filières de recrutement¹⁸.

Une figure de proue : le *practioner* Arnold Garberger

Moins connu que le prix Nobel Milton Friedman, Arnold Harberger est le doyen de ces économistes. Né en 1924, il aura fait toute sa carrière (longue de 38 ans) à l'Université de Chicago dont il est devenu professeur émérite en 1991. Il se définit comme un « *hands-on practioner of economics* ». Sollicité par une quinzaine d'Etats pour ses expertises, il a accumulé de nombreux titres de reconnaissance académique : membre de l'Académie des Sciences des Etats-Unis, ancien président de la puissante *American Economic Association*, « fellow » de la *Econometric Society* ou de l'*American Academy of Arts and Sciences*, auteur de plus de deux cents articles de revue, livres, conférences et communications. Un crédit investi dans de nombreux bureaux d'études et de consultance pour le compte d'institutions comme le Fonds monétaire international, la Banque de Développement Asiatique ou l'Organisation des Etats d'Amérique. Dans une interview donnée à la revue financière *The Region*, mars 1999 (http://www.minneapolisfed.org/publications_papers/), il se targue d'avoir placé « une douzaine de ses étudiants à la présidence de banques centrales et deux douzaines comme ministres de différents gouvernements étrangers ». La clef de leur réussite ? « I think the entire atmosphere at Chicago for a long period there, in the 1960s and 1970s in particular, made it a cradle for the training of people in policy economics, always emphasizing fundamentals and always trying to give them a true sense of how economics links to the real world. These attributes are woefully lacking, I think, in much of the training that goes on today. Far too much time is now spent, in most graduate schools, on highly formalized techniques that are very remote from the real world and that do much less to prepare future policy economists than was done in that era at Chicago and a number of other places ». Hispanisant, il est marié à une chilienne rencontrée lors d'une soirée à Chicago à laquelle participaient nombre de « ses » étudiants chiliens comme Sergio de Castro ou Ernesto Fontaine ». Mais à la question de savoir si ce mariage avait influé sur son engagement dans le *Chilean Project*, il répondit : « I was already involved. My first visit to Chile was the first of July of 1955 when I went with three other Chicago professors to help determine whether we did or did not want to enter into a program of collaboration with the Catholic University of Chile. That was the beginning of my Chilean adventure. ». A son mariage, qui se tint dans l'église anglicane de St. Martin's-in-the-Fields, dans la cité de Westminster, seuls des économistes, au nombre d'une trentaine, et leurs familles étaient présents (Lionel Robbins, Peter Bauer, Chris Archibald, Richard Lipsey, Richard Stone, Harry Johnson, Basil Yamey...) dont beaucoup membres de la Société du Mont-Pèlerin, cette organisation internationale travaillant à promouvoir le « marché libre » et la « société ouverte »¹⁹. Pour Harberger, rien de plus normal : « they were the only people I knew ».

Deuxième niveau de la compétition : l'Université de Santiago. Jusqu'en 1955, les deux universités phares de la capitale, *l'Universidad de Chile* et *l'Universidad Católica*, n'entretenaient aucune concurrence en matière économique. La *Católica* ne dispose pas de département à part entière mais d'une simple école de commerce fondée dans les années

¹⁸ Yves Dezalay et Gary B. Garth, *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'État en Amérique Latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*, Paris, Seuil, 2004.

¹⁹ Sur cette société fondée par Hayek en 1947, voir François Denord, « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 145, 5, 2002, p. 9-20.

1920. Ses formations sont de faible qualité et peu étoffées²⁰. Au contraire de l'Universidad de Chile où l'économie, dominée par des figures comme Herman Max ou Flavian Levine, est étroitement associée aux expériences sud-américaines sur le développement et la planification de l'État. La *Católica* entame alors une vigoureuse offensive avec la signature de conventions dont celles avec l'Université de Chicago au milieu des années 1950²¹. L'académisation de ce mouvement doit donc beaucoup à la concurrence entre les deux grandes universités de Santiago. Elle poussa la *Católica* à se doter d'un premier aéropage d'économistes (tels que Mario Albornoz, Pablo Baraona, Mario Corbo, Sergio Muñoz, Juan Naveillan, Hans Peter Picker, Alberto Valdés ou Gert Wagner²²). Un groupe de militants scientifiques qui va très vite autonomiser ses recrutements et ses partenariats pour offrir une alternative au modèle de croissance qui prévalait au Chili depuis le début du siècle²³.

Des relations de concurrence, on le voit, mais aussi un contexte spécifique. N'évoquer que « l'influence », celle d'un pays (les États-Unis), d'une Université (la *Católica*), d'un groupe de professeurs (les *Chicago Boys*), ce serait négliger ce que cette stratégie d'action doit aux propriétés de la situation dans laquelle elle s'inscrit. Si la conjoncture fut favorable sous le gouvernement de l'Unité Populaire, et surtout avec la période de crise ouverte par le coup d'État militaire, c'est parce que le poids relatif des arènes entrepreneuriale, syndicale, universitaire ou politique se transformait, entraînant avec lui un regroupement des pôles oppositionnels. Une conjoncture de « mobilisations multisectorielles »²⁴ qui a accentué la compétition pour la définition de la réalité, c'est-à-dire les opportunités de « reconstruction » du monde social. Si dès 1964, ces économistes libéraux contrôlaient le Département d'Économie de leur Université, en 1968, ils conçurent leur propre *think tank*, le CESEC (*Center for Social and Economic Studies*), qui contribua au programme économique du

²⁰ Sur la situation des Universités chiliennes avant 1973, voir Sofia Correa, « Las Universidades Chilenas antes de la Reforma: Un Esquema Histórico », in Manuel Antonio Garretón et Javier Martínez, *Universidades Chilenas: Historia, Reforma e Intervención*, Santiago du Chili, Ed. Sur, t. 1, I, 1985, p. 20 et s.

²¹ Juan Gabriel Valdés, *op. cit.*, p. 117-118. Cet accord permettra à trente étudiants de la *Católica* de poursuivre une formation *post-graduate* à Chicago entre 1955 et 1963. La plupart d'entre eux deviendront des académiques, des industriels, ou des directeurs exécutifs de conglomerats financiers. Pour les professeurs, ils retourneront presque tous au Département d'Économie de la *Católica* où ils transmettent les prescriptions monétaristes à un nouveau public d'étudiants. Une trajectoire qui doit beaucoup à la marginalité académique et politique de ces *scholars* en quête de réhabilitation. Manuel Delano et Hugo Traslaviña en donnent de nombreux exemples dans *La herencia de los Chicago boys*, Santiago du Chili, Ediciones del Ornitórrinco, 1989.

²² Liste au 1^{er} janvier 1963.

²³ Sur l'importance des « sciences économiques keynésiennes » au Chili qui valorisaient les politiques d'industrialisation et de substitution d'importation comme le contrôle des formes de dépendance à l'international, Gary M. Walton (dir.). *The National Economic Policies of Chile*, Greenwich, JAI Press, 1985 et Barbara Stallings, *Class Conflict and Economic Development in Chile, 1958-1973*, Stanford, Stanford University Press, 1978.

²⁴ Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, p. 125

candidat de la droite, Jorge Alessandri, aux élections de 1970. Un programme rejeté électoralement car trop en rupture avec le soutien que les milieux d'affaire attendaient de l'État²⁵. La campagne ne fut pas inutile pour autant : elle popularisa les thèmes et figures d'un mouvement en pleine expansion. C'était l'occasion de construire un système de liens personnels entre le monde universitaire et les principaux centres industriels et financiers du Chili, par exemple au sein du groupe Edwards (du nom du propriétaire du journal *El Mercurio*, Agustín Edwards Eastman²⁶). De participer aussi à des campagnes de presse²⁷ et de télévision pour mettre en scène leur propre message sur la science économique, un message qui consistait à rejeter les spéculations sur le « développement économique » des décades précédentes au nom « d'une démocratie nouvelle, moderne, indépendante, technique ». Ils pourraient désormais compter sur l'appui d'importantes entreprises privées, qu'elles soient nationales ou états-uniennes, celles les plus soucieuses d'infléchir le cours jugé « socialisant » de la politique chilienne²⁸. Forts de ce *partisanship*, les *Chicago Boys* purent occuper des positions en vue au sein de l'Université catholique. Un quartier général à partir duquel ils développèrent un ambitieux programme de gouvernement²⁹.

Habilités scientifiquement, leurs « connaissances » l'ont aussi été socialement. Elles se sont déployées hors des revues académiques : dans des rapports de *think tanks*, des éditoriaux et tribunes de presse, des rapports politico-administratifs, des débats radiophoniques ou télévisuels... Autant d'instruments de publicisation qui devaient leur assurer une crédibilité débordant les traditionnels processus de notoriété académique. En souligner l'importance, c'est attirer l'attention sur les supports hybrides de diffusion qui favorisent la circulation des savoirs entre les diverses arènes sociales (pages spécialisées ou de « libre tribune » des organes de presse, revues « intellectuelles », expertise publique, colloques non académiques, etc.). C'est revenir sur les effets d'autorité qui les certifient (usage des titres académiques, références bibliographiques, folk concepts...). C'est prendre

²⁵ Sur l'opposition entre « droite traditionaliste », attachée à la rente foncière et au catholicisme intransigeant et la nouvelle classe d'entrepreneurs qui se revendiquait de la « nouvelle droite », voir l'ouvrage classique de Maurice Zeitlin et Richard Earl Ratcliff, *Landlords and Capitalists: The Dominant Class of Chile*, Princeton, Princeton University Press, 1988.

²⁶ Ce dont témoigne la naissance en 1971 du *Club du lundi*, lieu informel de réunion qui se tenait dans le bureau d'Hernán Cubillos au journal *El Mercurio* en mettant en contact universitaires, militaires de la Marine, catholiques intransigeants, patrons de presse, chefs d'entreprise.

²⁷ *El Mercurio*, le plus important journal de Santiago, apporta son appui : alors entre les mains du groupe Edwards, il jouera (mais aussi l'hebdomadaire de droite *Que Pasa*) un rôle capital. Voir Angel Soto, *El Mercurio y la difusión del pensamiento político económico liberal, 1955-1970*, Santiago, Centro de estudios Bicentenario, 2003.

²⁸ Sur l'appui croissant du tissu des unions patronales au programme de la « nouvelle droite », Guillermo Campero, *Los gremios empresariales en el período 1970-1983: Comportamiento sociopolítico y orientaciones ideológicas*, Santiago du Chili, Instituto Latinoamericano de Estudios Transnacionales, 1984.

²⁹ Eugenio Tironi, *Pinochet. La dictature néo-libérale*, Paris, L'Harmattan, 1987, p. 45.

acte des mobilisations de soutien et de défiance qu'elles ont suscitées comme des concurrences qu'elles ont fait naître ou renforcées. Développant ses supports et réseaux de diffusion (logique d'accréditation), usant de ses techniques de consécration académique (logique de certification), le monétarisme des docteurs de l'Université catholique fit lui aussi assaut de scientificité (logique de légitimation). Mais avec une différence de taille le concernant : sa science de gouvernement a été mise en œuvre sous la houlette d'une dictature particulièrement sanglante. Elle a sanctionné la fin d'une concurrence des modes d'expertise et le passage à un monopole étatique³⁰.

Une académisation de la puissance

Privilégier une approche configurationnelle, c'est se montrer attentif aux effets produits en retour par la constitution de cette position de quasi-monopole : effets sur les militantismes scientifiques concurrents, effets sur les formes de légitimation des décisions publiques. Sur les militantismes scientifiques d'abord. Si l'action des *Chicago Boys* s'inscrit dans la controverse propre aux années 1960 entre « structuralistes »³¹ et « monétaristes » (une controverse qui traverse les campus mais aussi les commissions internationales comme celle des Nations Unies (ECLA) ou les milieux d'affaires), elle suscita une recomposition des liens que les partis politiques entretenaient avec le monde du savoir. La prétention à l'objectivité du pouvoir d'État suscita dans l'opposition la création et l'enrôlement de plusieurs instituts privés, spécialisés dans l'évaluation de l'action gouvernementale³². Le nouveau gouvernement de Patricio Aylwin transposera, plus tard, ce schéma avec le groupe du CIEPLAN dont le leadership scientifique était assumé par le sociologue brésilien et sénateur

³⁰ Sur l'ampleur des mesures répressives adoptées par la junte, Pamela Constable et Arturo Valenzuela, *A Nation of Enemies: Chile under Pinochet*, New York, Norton, 1991. Et sur l'action propre subie par les Universités, les disciplines et les personnels, Manuel Antonio Garretón, « La intervención militar en las universidades 1973-1985 » dans Manuel Antonio Garretón et Javier Martínez (dir.), *Biblioteca del Movimiento Estudiantil, t. I*, Santiago du Chili, Ed. Sur, 1986.

³¹ Personnalisé par l'économiste argentin Raul Prebisch, ce courant économique disposait de solides bastions dans tout le cône sud, particulièrement au Chili où l'*Universidad de Chile* accueillait leurs travaux, expertises et enseignements. Pour une présentation de ce magistère académique et politique voir Ricardo Ffrench-Davis, *Políticas económicas en Chile, 1952-1970*, Santiago du Chili, Ediciones Nueva Universidad, 1973.

³² Pour une présentation plus large de ce processus de transition, Joseph S. Tulchin et Augusto Varas, *From Dictatorship to Democracy: Rebuilding Political Consensus in Chile*, Boulder (Colorado), Rienner, 1991.

Fernando H. Cardoso³³. Une relève académique qui allait, à son tour, être synonyme d'une production de connaissances, à la fois pratiques et abstraites, fonctionnelles et édifiantes³⁴.

Quelques chiffres : en 1980, il existait au Chili environ 40 instituts de recherche privés spécialisés dans les sciences sociales, des centres employant 143 chercheurs (sans compter les assistants de recherche et personnels administratifs) parmi lesquels 30 % étaient titulaires d'un master ou d'une thèse obtenus à l'étranger. 60 % de ces chercheurs travaillaient sur la base d'un temps plein académique. L'impact de ces instituts sur la production académique est révélateur : excepté pour les sciences économiques, la majorité des articles et ouvrages de science sociale, rédigés par des universitaires chiliens et édités au Chili ou à l'étranger, furent liés à ces instituts privés³⁵. La plupart d'entre eux s'efforçaient par là de donner leurs lettres académiques à des programmes alternatifs destinés à accompagner le retour à la démocratie électorale. Privés de ressources, de moyens d'expression et d'université de rattachement, ces intellectuels ont souvent trouvé une parade en travaillant pour des *think tank* financés par les *outsiders* ou des centres de recherche à l'étranger³⁶. D'où la constitution d'un corps internationalisé d'entrepreneurs académiques, rompus à la recherche de fonds et à la consultance en sciences sociales. Des intellectuels désormais sans illusion sur les mérites du socialisme est-européen ou asiatique ou le caractère formel des libertés offertes par la démocratie représentative³⁷.

Sur les formes de légitimité des décisions publiques ensuite. Par sa capacité à justifier des politiques gouvernementales ou des relèves générationnelles, par les conditions aussi de son institutionnalisation, l'activité scientifique ne reste pas à l'écart des enjeux politiques. Ce qui oblige à ne pas séparer ses verdicts, même les plus techniques, des processus concrets qui lui donnent le jour ou en facilitent le développement. L'enrôlement des activités de recherche fait penser au « *knowledge power* » qu'évoquait Susan Strange³⁸. Avec lui, chaque militantisme scientifique vient *académiser la puissance* : tracer les contours de l'agenda

³³ D'où le titre du *Latin American Southern Cone Report* du 19 avril 1990 : « *CIEPLAN monks take command in Chile* ».

³⁴ Sur l'*aggiornamento* intellectuel effectué par la gauche chilienne, au lendemain du Coup d'État, voir Sandro Sideri (dir.), *Chile, 1970-73: Economic Development and Its International Setting: Self-Criticism of the Unidad Popular Government's Policies*, La Hague, Martinus Nijhoff, 1979.

³⁵ José Joaquín Brunner (avec Alicia Barrios), *La Sociología en Chile. Instituciones y Practicantes*, Santiago du Chili, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), 1988, p. 32.

³⁶ Jeffrey Puryear estime qu'entre 1975 et 1980, une moyenne d'un million de dollars a été annuellement alloué à ces centres privés de recherches, atteignant même 3 millions entre 1980 et 1988, dont près de 800.000 dollars de la seule Fondation Ford. Un financement qui aurait aidé, selon Puryear, ces intellectuels à préparer la défaite plébiscitaire du Général Pinochet en 1988, *Thinking Politics: Intellectuals and Democracy in Chile, 1973-1988*, Johns Hopkins University Press, 1994, p. 35.

³⁷ Sur la diffusion du marxisme dans la gauche chilienne, Julio Faúndez, *Marxism and Democracy in Chile : From 1932 to the Fall of Allende*, New Haven, Yale University Press, 1988.

³⁸ Susan Strange, *States and Markets*, Londres, New York, Pinter Publishers/St Martin Press, 2^e éd. 1994, p. 54.

gouvernemental, fixer le langage et les impératifs de la décision publique. Recours à l'expertise, phénomène de la commande publique, constitution de Comités de sages, multiplication des organismes de conseil et de prévision sont là pour l'attester : gouverner, c'est s'appuyer sur des modèles d'action drapés d'une exigence d'objectivité. Celle justement que des groupes de savants, des fonctionnaires, des réseaux militants sont parvenus à accréditer.

Dans les phases de rupture propres à une dynamique de crise, la contribution apportée par les spécialistes en définition des situations que sont les intellectuels et les universitaires devient évidemment centrale. Le gouvernement de Pinochet voulait « faire du Chili non pas une nation de prolétaires mais une nation d'entrepreneurs ». Un projet auquel le manifeste connu sous le nom de *El Ladrillo* (ou « *The Brick* ») fournissait l'ingénierie³⁹. C'est à partir de ce texte rédigé par le CESEC à la veille du coup d'État que fut pensé l'après-Allende sur le plan économique. Rédigé par les *Chicago Boys*, il détaillait les mesures à prendre en prévision d'un futur renversement du pouvoir⁴⁰. Un document dont se servit abondamment le général Pinochet pour justifier son programme de « réformes de marché ». Sergio de Castro, dans le prologue, remarque que : « Le premier effet du Programme de Développement Économique a été la migration de presque tous ses auteurs, depuis les cloîtres universitaires, à ce qui est stérile et difficile, mais spirituellement plus gratifiant, le service public »⁴¹. Lui-même y gagna la réputation de créateur du modèle économique de la dictature.

La résistible ascension des docteurs de Chicago

Au départ, les *Chicago Boys* n'obtinrent que des postes secondaires de conseillers de ministres ou d'agences d'État. Puis ils occupèrent et contrôlèrent l'ODEPLAN, l'agence de prospective et de planification stratégique du pouvoir d'État qu'ils transformèrent en centre de ressources, voire en organe de contrôle du reste de l'appareil d'État. La détérioration rapide des revenus à l'exportation finit par lever les derniers doutes des leaders militaires. Et à la fin de 1974, les *Chicago Boys* firent leur entrée par la grande porte : ils occupèrent les principaux centres de

³⁹ Pour l'économiste et ancien ministre d'Allende, Orlando Letelier : « Profondément impliqués dans la préparation du coup, les *Chicago Boys* ont convaincu les généraux qu'ils étaient disposés à compléter la brutalité qu'ils possédaient par des capitaux intellectuels dont ils manquaient. », « Economic Freedom's Awful Toll : The *Chicago Boys* in Chile », *Review of Radical Political Economics*, 8, 3, 1976, p. 46. Rappelons que Letelier, après avoir fait ses études à l'*Instituto Nacional*, puis à l'*Universidad de Chile* a travaillé comme économiste pour la Banque interaméricaine de développement. Après son exil en 1975 à Washington, il travailla à l'*Institute for Policy Studies*, puis sera directeur du *Transnational Institute* et enseignera à l'*American University*. Il sera assassiné par des agents de la dictature chilienne à Washington le 21 septembre 1976. Son dernier article publié dans *The Nation* avait pour titre : « Les Techniques économiques ne sont pas neutres ».

⁴⁰ Selon Harberger : « As far as I know, at the time the military coup took place in Chile it existed only in typewritten copies with many carbons. It wasn't even duplicated. After the coup, who was around who had thought about any of the problems of transforming Chile in a positive way? I believe it's fair to say that these guys, most but not all from Chicago, were the only game in town. They became key advisers on economic policy, but the military kept the ministries for about a year and a half », *The Region*, op. cit.

⁴¹ Centro de Estudios Públicos, *El ladrillo. Bases de la política económica del gobierno militar chileno*, Santiago de Chile, 1992. Le CEP maintient depuis cette revendication de scientificité notamment par ses manifestations, ses ressources et sa revue *Revista de Estudios Publica*.

décision de la vie économique du pays. Des événements médiatiques (comme en mars 1975 le séminaire sur les politiques économiques organisé par un *think tank* libéral, *Fundación de Estudios Economicos*) les y aidèrent : au cours de ce temps fort, Milton Friedman et Arnold Harberger, vinrent en qualité d'« experts étrangers » apporter leur soutien au programme d'austérité monétaire mis en œuvre. Désigné comme un « traitement de choc », sa radicalité permit, un mois plus tard, à Sergio de Castro d'être nommé Ministre de l'Économie. La « révolution libérale » était en marche. Certes, pour le plus grand nombre, la science du professeur Friedman se résumait à quelques antiennes : la croyance en l'efficacité du marché comme moyen d'allocation des ressources, le scepticisme envers les interventions gouvernementales en matière économique et une certaine emphase sur la quantité de monnaie comme facteur clef dans la production de l'inflation. Des énoncés simplifiés par et pour leur médiatisation mais qui s'appuyaient sur un travail d'élaboration théorique salué internationalement. Comme le déclare, triomphant, Pablo Baraona, à partir de ce moment, les décisions du gouvernement étaient prises « par les plus capables de prendre les décisions techniques pour lesquels ils avaient été formés ». Une façon de réhabiliter « les capacités professionnelles » contre les « facteurs politiques »⁴². La politique s'inspirait de principes scientifiques, non plus de postulats idéologiques ou d'arrangements parlementaires.

Les Forces Armées trouvèrent chez les *Chicago Boys* plus qu'un savoir programmatique : une scientificité militante susceptible de justifier la radicalité des mesures de réorientation annoncées. Les relais internationaux de ce réseau universitaire offrait également la garantie d'un soutien financier, et déjà pour faire face à des dépenses militaires accrues⁴³. Elle était aussi le gage d'une autonomie d'action face à des élites qui les avait marginalisés pendant des années. Comme le souligne Patricio Silva, « avant le changement militaire, les technocrates ont avec précaution maintenu leurs diplômes dans un tiroir de leur bureau, alors que depuis l'ère des *Chicago Boys* ils ont été pendus fièrement sur le mur »⁴⁴. Pour faire fonctionner les administrations ministérielles, la junte a donc recruté chez les professeurs : ceux du mouvement *gremialista* de Jaime Guzmán et de Sergio Fernandez vont lui fournir des spécialistes du droit constitutionnel ou de droit privé mais aussi des cadres pour nombre de cabinets ; des agronomes, ingénieurs et bien sûr des économistes viendront compléter ce personnel alors que s'opérait le ralliement d'une partie importante du monde des médias, de la fonction publique et du patronat.

Cette « *confluencia de actores* » (Tomás Moulian) s'explique pour une large part par l'académisation de l'action gouvernementale, un recours à l'autorité du savoir que précipitait la mise à bas du système représentatif⁴⁵. Contraints de s'en remettre à la science militante des hommes au pouvoir, plusieurs groupes sociaux y ont trouvé des justifications à leur attentes ou à leur déboires⁴⁶. Il est vrai qu'une fois au pouvoir, la « science » monétariste radicalisa

⁴² Cité par Patricio Silva, *op. cit.*, p. 393

⁴³ Eugenio Tironi, *op. cit.*, p. 46.

⁴⁴ Patricio Silva, *op. cit.*, p. 389.

⁴⁵ Carlos Huneeus, « Tecnócratas y políticos en el autoritarismo. Los “ODEPLAN boys” y los “gremialistas” en el Chile de Pinochet », *Revista de Ciencia Política*, 19, 2, 1998, p. 125-158.

⁴⁶ D'où le thème d'une dépolitisation par la technique impulsée par les bureaucraties sud-américaines, Patricio Silva, « The New Political Order in Latin America: Towards Technocratic Democracies? », in Robert Gwynne

ses postulats, unifie ses énoncés, gomme ses contradictions au point de s'ériger en ingénierie de gouvernement. Une standardisation du discours qui la transformera en véritable orthodoxie savante⁴⁷.

Figure 1 : Accès à la multipositionnalité et relève générationnelle : l'incidence biographique du coup d'État.

Nom	Fonctions avant le coup d'État	Fonctions nouvelles pendant le coup d'État	Fonctions nouvelles après le coup d'État
Pablo Baraona	Gremialista Membre du groupe Cruzat-Larrain Membre du groupe Edward SOFOFA (Sociedad de Fomento Fabril) CESEC Club du Lundi	Conseiller du Ministre de l'Agriculture, Vice-gouverneur de la banque centrale (1974-75), Gouverneur de la Banque centrale (1975-76), Ministre des Affaires Economiques (1976-78), représentant du Chili au BID (1976-79), Ministre des Mines (1989)	Directeur financier à SQM (industrie chimique) recteur de l' <i>Universidad de Finis Terrae</i> membre du CEP
Alvaro Bardon	SMP Club du Lundi	Membre de CORFO, Député directeur au Ministère des Affaires Economiques, président de la Banco del Estado	Directeur de l' <i>Instituto de Políticas Publicas de Finis Terrae</i> Doyen de l' <i>Universidad Finis Terrae</i>
Sergio de Castro	Doyen Fundación de Ciencias Económicas de la Universidad Católica Gremialista Membre de l'équipe El Ladrillo Membre du groupe Edward	Conseiller du Ministre de l'Economie, Ministre des Affaires Economiques (1975-76), représentant du Chili au BID (1975-76), Ministre des Finances (1976-1982)	Directeur de SQM (industrie chimique), actionnaire de différentes compagnies financières, membre de COPESA Fondateur et conseiller du CEP (1980) Conseiller de l'Universidad Finis Terrae
Martín Costabal Llona		Directeur du Budget Ministre de l'Economie Ministre des Finances Membre du Comité de Estudio del Sistema de Pensiones Diverses fonctions dans Empresas Pizarreño S.A.	Associé de Claro Directeur de Empresas Iansa Gérant de AFP Habitat Membre du directoire de Empresas Pizarreño S.A.
Sergio de la Cuadra	Membre du groupe Edward /Vial SOFOFA CESEC	Membre du Comité de Conseil sur les politiques de change au Ministère des Finances (1975) Président de la Banque centrale (1981-82), Ministre des Finances (1982-84)	Directeur de grandes compagnies chiliennes : Pesquera Itata S.A., Industrias Ceresita S.A., Nibsa S.A., Banco Monex and Petroquim S.A., Membre du Conseil d'Economie et de Sciences administratives de la Católica.
Julio Dittborn Cordua	Ingénieur commercial	Directeur de l'Asociación Nacional de Ahorro y Préstamo, (1979-87) Député Directeur de l'ODEPLAN Directeur de la Raffinerie de pétrole de Concón (1981-86) Directeur de PROCHILE	Candidat de l'UDI en 1993 et 97

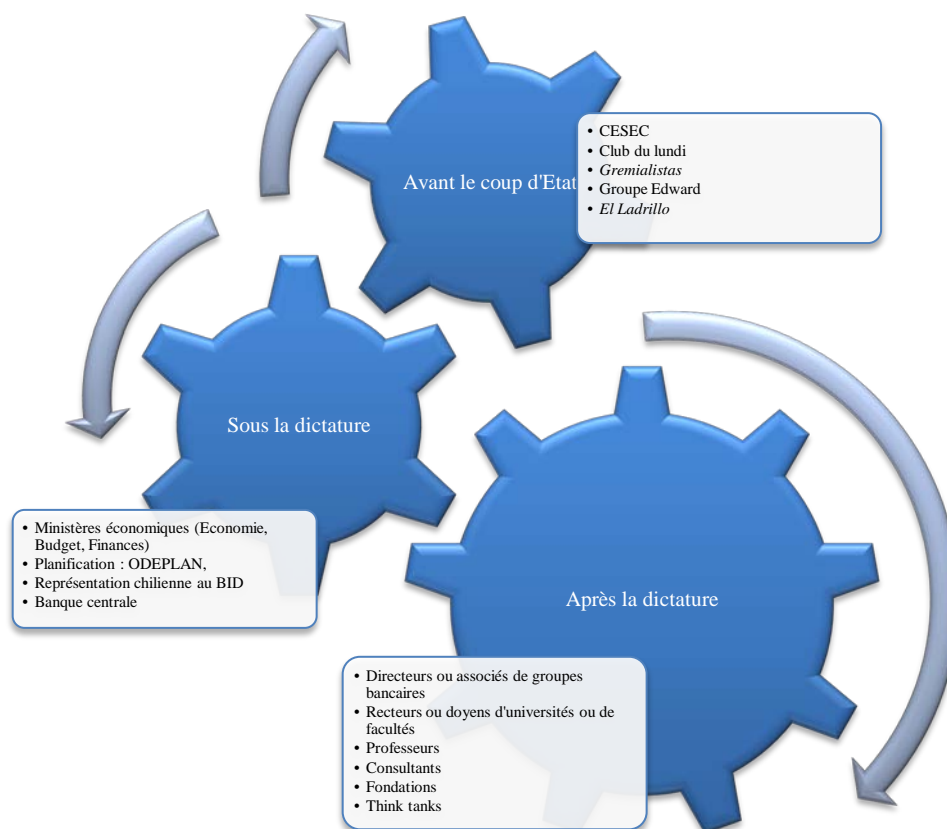
and Cristóbal Kay (dir.), *Latin America Transformed: Globalization and Modernity*, New York, Oxford University Press, 2004, p. 157-170.

⁴⁷ Sur ces processus de « lissage » doctrinal, Veronica Montecinos, John Markoff, « From the Power of Economic Ideas to the Power of Economics », dans Miguel A. Centeno et Fernando Lopez-Alves (dir.), *The Other Mirror : Grand Theory Through the Lens of Latin America*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2001, P. 105-150.

		(promotion des Exportations) (1981-85) Attaché commercial à l'Ambassade du Chili en Argentine (1987-88)	
Álvaro Donoso Barros		Sous-directeur de l'ODEPLAN Directeur de Provida Directeur de l'ODEPLAN (1981-82)	Journaliste à <i>La Tercera</i> Directeur de Corp Research Comité de la fondation Carlos Vial Espantoso
Juan Andres Fontaine T.	Aucune (naissance en 1953)	Chef du Département des Etudes à la Banque centrale Research Director at the Central Bank of Chile, a Professor at some of the major universities in Chile, a visiting Professor at UCLA, an author of several publications and an international consultant	Chef Executif de Fontaine & Paul Consultant specialize en matière financière Chairman du Board de Bolsa Electronica de Chile, Membre du Board de Quinenco S.A., Socovesa S.A, et Transelec S.A. Professeur Associé à la Universidad Católica
Maria Teresa Infante	Ingénieur commercial Secrétaire General de la Sociedad de Instrucción Primaria de Santiago	superintendent de l'Education (1979) Conseillère à l'ODEPLAN, Députée Ministre de la Sécurité Sociale, Ministre du travail	Consultante et chef d'entreprise Directrice de l'AFP Habitat
Felipe Lamarca Barros	Ingénieur commercial, Associé à l'Universidad de Chile Ex-Président de la SOFOFA Directeur d'entreprise	Directeur de l'Agence des Impôts (SII)	Sociedad de Fomento Fabril (SOFOFA) Membre exécutif du groupe Angelini Chairman du Board de Ripley Corp SA (2009)
Cristian Larroulet	SMP Gremialista Membre du CEP	Membre de la Commission Législative Conseiller de l'ODEPLAN (1981-82), chef de cabinet du ministre des Finances (1985-89)	Editorialiste Co-fondateur et directeur de l' <i>Instituto Libertad y Desarrollo</i> Directeur de l' <i>Universidad de Desarrollo</i> Chef de l'équipe d'experts du candidat présidentiel de l'UDI Joaquin Lavin
Joaquín José Lavín Infante	Aucune (naissance en 1953)	Conseiller de l'ODEPLAN Journaliste économique du journal <i>El Mercurio</i> (1981-1986), et rédacteur en chef de 1986 à 1988	Co-fondateur et doyen de la Facultad de Economía y Negocios de l'Universidad del Desarrollo (1990-1996), président du conseil exécutif depuis 1998, responsable de son Département de politiques publiques depuis 2006
Miguel Kast	Professeur à la <i>Católica</i>	Ministre Directeur de l'ODEPLAN, Ministre du Travail, Vice-Président de la Banque centrale	Chef d'entreprise et professeur à la <i>Católica</i> jusqu'à sa mort en 1983
Rolf Lüders	SMP BHC (banque du groupe Vial) Doyen de la faculté d'économie (1968-1971)	Membre de la Commission Législative (1974-81) ; Bi-ministre des Affaires Economiques et des Finances (1982-83) ; Représentant du Chili au BID (1982-83)	Professeur à la <i>Católica</i> et éditeur de la revue <i>Cuadernos de Economía</i> Consultant à la Banque Mondiale, aux Nations-Unies et à l' <i>Agency for International Development</i> (E-U)
Juan Carlos Méndez	Club du Lundi	President du Comité d'Audition de la Banco Estado Membre de l'ODEPLAN Directeur du Budget	Directeur de Forestal Terranova, Directeur De Las Américas Cía. de Seguros
Alvaro Saieh	Ingénieur commercial	Conseiller de la Banque centrale	Premier vice-chairman du Board directoral de Corpanca Chef-exécutif du groupe de media COPESA Président du Groupe Corp S.A.

			Directeur du Santiago Stock Exchange and conseiller de Sociedad de Fomento Fabril et membre de l'International Institute of Finance
Andrés Sanfuentes	Membre de l'équipe El Ladrillo	Conseiller de la Banque centrale, Conseiller de l'Agence du Budget	Président d'une banque nationale Co-fondateur de l'Instituto Libertad y Desarrollo
Jorge Selume Zaror		Directeur du Budget Membre du comité directorial de Banco Osorno et La Union	Directeur du Board de Vidacorp S.A., Indisa Clinic, Universidad Las Americas Chairman de CorpBanca Venezuela Chef Executif du Bureau de CorpBanca (1996-2001)
Álvaro Vial Gaete	Ingénieur commercial,	Doyen de la Facultad de Ciencias Económicas y Administrativas de la Universidad de Concepción Chef de cabinet du Ministre de l'Economie Directeur de l'Institut National de Statistique (INE)	Doyen du département Economía y Administración (1991-1996) et vice-recteur de la Universidad Finis Terrae (1996-2004) Directoire de l'Agencia Acreditadora de Chile Co-directeur de la Banque Security Chef de projet associé de la Proyecto Universidad del Deporte Directeur des sociétés : Detroit Chile, Seguros de Vida Security y Grupo Security
Juan Villarzú	Club du Lundi	Directeur du Budget (1973-1975) Economiste de la Banque mondiale Sous-directeur de la Banco Concepción	Président executif de la CODELCO (entreprise nationale de cuivre) Secrétaire général de la présidence Frei Responsable chez Apoquindo Minerais
José Luis Zabala Ponce	Ingénieur commercial président du Centro de Alumnos de la Escuela de Economía et responsabilités dans la Federación de Estudiantes, représentant du parti Democracia Cristiana	Chef du Département des Etudes de la Banque centrale secretario de la Facultad de Ciencias Económicas de la Universidad de Chile. secretario de Estudios del Banco Central, representant du Chili, de l'Argentine et Uruguay à la Banque Mondiale	vice-président executif de Banco Concepción recteur de l'Universidad San Sebastián actionnaire majoritaire de AFP Invierta, doyen de Viña Tarapacá plusieurs responsabilités dans le négoce immobilier

Source : Delano et Traslavina, Mönckeberg (2001), Teichman (2001), Fischer (2009) complétées par des recherches personnelles. Même incomplètes, ces indications prosopographiques le font voir. L'enrôlement de la science monétariste des Chicago Boys recouvre un double processus : d'extension et d'accumulation de positions de pouvoir institutionnelles ; de levée d'une nouvelle génération immédiatement transplantée au cœur des instances d'Etat. Le tableau ne s'appuie que sur les cas de *Chicago Boys* au sens académique (détenteur d'un titre ou expérience universitaire à l'Université de Chicago). D'où la mise à l'écart des trajectoires comme celle de « transfuges » académiques comme Hernan Buchi (passé par Columbia), Jorge Cauas (Columbia), Carlos Cacérés (Cornell et Harvard) ou encore José Piñera (Harvard) bien qu'ils possèdent les mêmes attributs de position. Il faut souligner combien la dictature a consacré une relève générationnelle (les cases blanches de la première colonne) : nés dans les années 50 (et non dans les années vingt et trente, comme la première génération), ces économistes vont eux aussi opérer une reconversion au lendemain du référendum de 1988 : ils investiront le secteur privé, à la tête de groupes commerciaux et financiers d'importance considérable puisque plusieurs d'entre eux sont répertoriés par Forbes. Une migration qui scande le passage de ces élites du pôle gouvernemental au pôle ploutocratique mais qui ne libère que partiellement les places de pouvoir académique. Quelques institutions privées comme l'*Universidad de Finis Terrae* ou l'*Universidad del Desarrollo* se montreront en effet favorables à leur accueil. La *Católica* leur resta fidèle (plusieurs continuent d'y enseigner) mais ne leur attribua plus de postes à responsabilités.



Il est d'usage de distinguer deux phases dans la révolution néolibérale, deux phases séparées par la dépression économique de 1982⁴⁸. La première, la plus radicale, a vu les réformes se succéder, sans critique ni opposition du fait d'un contexte de privation absolue de droits civiques et de libertés publiques. Les politiques économiques étaient mises en œuvre sans considération pour leur coût social⁴⁹. Période qui voit la bannière des *Chicago Boys* plantée graduellement dans la plupart des postes de responsabilité économique. Sur le terrain académique, la concurrence intellectuelle cède le pas à une configuration de monopole : le contrôle se fait quasi-absolu sur le processus de production et de certification des idées⁵⁰. Un mouvement de dissémination de proches ou de disciples d'où résultera une marginalisation des vues alternatives dans les principales institutions d'éducation supérieure. Les sciences économiques étaient devenues *la science économique*.

⁴⁸ Álvaro Bardón, Camilo Carrasco A. et Álvaro Vial G., *Una década de cambios económicos : la experiencia chilena : 1973-1983*, Santiago du Chili, Alfabet, 1985.

⁴⁹ Sur l'usage de cette ingénierie de gouvernement dans la privatisation de la sécurité sociale, transplantée des salles de classe de l'Université de Chicago aux arrières-salles des ministères chiliens, Silvia Borzutzky, « From Chicago to Santiago: Neoliberalism and Social Security Privatization in Chile », *Governance: An International Journal of Policy, Administration, and Institutions*, 18, 4, octobre 2005, p. 655-674.

⁵⁰ Sur ce processus, voir le rapport rédigé par Patricio Meller, *Los Chicago boys y el modelo económico chileno: 1973-1983*, *Apuntes CIEPLAN*, 43, janvier 1984, 25 p.

Une seconde phase a suivi l'échec des ajustements économiques en 1982 et le départ de nombre de tenants de l'école. Cette période se caractérise par l'apprentissage de terrain d'une seconde génération éduquée à Chicago. Ces derniers ont été forcés d'opérer une série de corrections des orientations gouvernementales. Cette période d'affaiblissement des positions monétaristes, commencée en 1983, dura jusqu'à la fin du régime militaire en 1989. Mais même durant cette phase, les savants managers continuèrent à bénéficier du prestige associé à leur formation. Et leur ingénierie de gouvernement d'investir en profondeur les arcanes de l'appareil d'État. Contrairement à d'autres processus de relèves dans lesquels les sciences de gouvernement entrent en rivalité les unes avec les autres ou s'hybrident au cœur des instances d'interventions publiques, le schéma chilien offre un terrain d'observation singulier : celui d'un enrôlement exclusif et autoritaire de savoirs économiques importés.

Sur le plan économique, le régime opère ce qu'il nomme une « libéralisation » de l'économie : flottement des taux de change, privatisation de nombreuses entreprises d'État, désengagement de l'État des dépenses sociales, ouverture à la concurrence internationale, des réformes qui rompent avec les précédentes politiques interventionnistes⁵¹. Mais les savants ne sont plus de simples conseillers. Jouant le rôle d'intermédiaires entre leur gouvernement et les structures de financement multinationales, ce sont de véritables courtiers⁵². Leur détermination à rationaliser les politiques économiques selon les canons de l'orthodoxie monétaire venait rassurer banquiers et investisseurs internationaux⁵³. Un « pragmatisme » qui confortait l'idée d'un pouvoir exercé de manière neutre, c'est-à-dire en respectant l'autonomie des activités économiques et financières. C'est à cette neutralité mise en scène que portent atteinte depuis dix ans les révélations sur « le pillage de l'État chilien par les groupes économiques »⁵⁴. Comme si l'objectivité d'État avait été un faux semblant pour masquer des

⁵¹ Pour mesurer la rupture avec les politiques conduites durant les trois ans du gouvernement Allende, voir Stefan de Vylder, *Allende's Chile: The Political Economy of the Rise and Fall of the Unidad Popular*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976. Le programme d'Allende reposait sur un agenda de nationalisation des mines, d'une partie de l'industrie et du secteur bancaire, avec des dépenses publiques accrues en matière sociale. Dans un climat d'inflation à trois chiffres et face à un déficit budgétaire grandissant, une logique de regroupement oppositionnel s'enclencha propice au développement, à droite, de nouvelles alliances.

⁵² Notamment les deux plus importants groupes financiers chiliens, Cruzat Larrain et BHC qui détenaient dans les années 1970 plus de 37 % des capitaux des 250 plus importantes firmes du pays. Sur ces transactions collusives, voir l'analyse d'inspiration marxiste de Fernando Dahse, *El Mapa de la extrema riqueza: Los Grupos económicos y el proceso de concentración de capitales*, Aconcagua, Santiago, 1979.

⁵³ Heraldito Muñoz, *Las relaciones exteriores del gobierno militar de Chile*, Santiago: PROSPEL-Centro de Estudios de la Realidad Contemporánea, Las Ediciones del Ornitórrinco, 1986.

⁵⁴ C'est le titre d'un livre à succès publié par María Olivia Monckeberg (*El Saqueo de los Grupos Económicos al Estado Chileno*, Santiago du Chili, Ediciones B, 2001) Journaliste et professeur à l'Universidad de Chile, celle-ci s'est spécialisée dans une littérature qui fait *flores* au Chili depuis 10 ans : la révélation de la face cachée de la politique gouvernementale des années de plomb (*El Imperio del Opus Dei en Chile -2003-* ou *La privatización de las universidades. Una historia de dinero, poder e influencias -2005-*). Dans *El Saqueo*, l'auteur montre comment certains fonctionnaires de gouvernement ont fait main basse sur de grandes entreprises publiques à la

décisions économiques peu rationnelles. Ainsi du processus de privatisation : du fait de l'absence d'une presse d'opposition, d'un contrôle parlementaire inexistant ou d'un pouvoir judiciaire sous séquestre, il aura occasionné de lourdes dépenses publiques. Et permis bien des opérations d'enrichissement entre secteurs public et privé⁵⁵.

Objectiver l'action publique

Après la récession de 1975-76, la situation économique s'améliora. En 1978, le taux d'inflation était revenu à un bas niveau et le déficit budgétaire avait disparu, la balance des paiements affichant un excédent. Un dynamisme qui se confirma pendant les années 1979 à 1981 renforçant la séduction du thème d'un « gouvernement fort » capable d'imposer un système de règles impartiales, dénouées des jeux du clientélisme parlementaire. L'adoption en septembre 1980 de la nouvelle Constitution peut être tenue pour l'apogée de cette académisation de la puissance. Nommé officiellement « Constitution de Liberté » en hommage au célèbre ouvrage du professeur de Chicago et prix Nobel d'économie Friedrich von Hayek, il signalait la place conquise par ces entrepreneurs de scientificité au cœur de l'appareil d'État⁵⁶. Excès de confiance ? Quelques déclarations firent alors dissonance comme, en 1980, celle de Baraona, ancien ministre des Finances de Pinochet déclarant « ne pas avoir de doute sur la nécessité de conduire des réformes en dépit des intérêts des groupes, aussi importants soient-ils »⁵⁷. Des propos qui collaient avec la prétention de l'économie d'être une science neutre mais qui heurtaient les aspirations renaissantes à la démocratie. Quelques semaines plus tard, c'était la récession.

Faillites d'entreprises, chute de la production industrielle, sous-emploi en hausse : la confiance de l'opinion publique s'effondrait avec le retournement brutal de conjoncture.

faveur du mouvement de privatisation (comme la Compagnie d'Acier du Pacifique CAP, l'Entreprise Nationale d'Électricité ENDESA, la Ligne Aérienne Nationale LAN, la Compagnie de Téléphones du Chili CTC ou l'Industrie Sucrière Nationale IANSA). Les *Chicago Boys* occupent une place de choix dans cette migration lucrative, une opération que l'auteur dénonce comme délictuelle et motivée par le seul but de « capter à leur bénéfice de larges pans de l'appareil productif d'État ». Un succès d'édition que l'on peut interpréter comme le contrecoup de la puissance sociale qui entourait la représentation d'un État gouvernant par la science.

⁵⁵ C'est ainsi que les ministres des Finances du régime militaire Hernán Büchi, Sergio de Castro ou Carlos Cáceres, ont continué à présider, au lendemain du retour de la démocratie, des conseils d'administration d'entreprises qu'ils avaient eux-mêmes privatisées.

⁵⁶ Selon Ben Biglaiser, « entre 1975 et 1983, les *Chicago Boys* ont occupé 78 pour cent des postes de responsabilité en matière de politique économique (*economic policy-making positions*) », « Military Rule, State Autonomy, and Privatization in the Southern Cone », *Armed Forces & Society*, 29, 4, été 2003, p. 600.

⁵⁷ Cité par Guero Arriagada Herrera et Carol Graham, « Chile: Sustaining Adjustment during Democratic Transition », dans Stephan Haggard et Steven B. Webb (dir.) *Voting for reform*, New York, Oxford University Press for the World Bank, 1994, p. 245.

L'objectivité d'État fut mise en avant⁵⁸. Mais avec un succès moindre. La dépendance des *Chicago Boys* à l'égard de la conjoncture fut une limite importante du soutien placé dans leurs équations économétriques. En avril 1981, le général Pinochet dut se résoudre à remanier son équipe ministérielle. Le départ de Sergio de Castro du Ministère des Finances annonçait le retour de la droite traditionnelle au gouvernement, retour qui, certes ne signifiait pas la fin de l'ingénierie de gouvernement monétariste, mais qui marquait un premier recul⁵⁹. Ce dont témoigne l'adoption dans les mois qui suivirent de mesures anticycliques contraires à la stricte orthodoxie économique du régime⁶⁰. L'occasion était trop belle : le *think tank* du parti Démocrate-chrétien (CIEPLAN : *Corporación de Investigaciones Económicas para América Latina, Centra de Estudios y Planificación*, une structure privée qui regroupait les professeurs ayant décidé en 1976 de rompre avec la *Católica*) se fit fort de rappeler combien il avait annoncé depuis 1977 l'« échec économique » des politiques monétaristes. Une façon pour lui d'élargir le faible espace occupé pour faire connaître ses vues critiques. Son directeur, dans les dernières années du régime militaire, Alejandro Foxley, devint bientôt une figure reconnue. Le leader d'un militantisme scientifique appuyé sur les réseaux d'une partie de l'Église et spécialisé... dans les enquêtes de science politique consacrées à la production et à la mesure du « consensus politique »⁶¹. Comme pour le monétarisme, l'élaboration de cette nouvelle ingénierie de gouvernement s'effectuait selon les formes et les contraintes requises par la concurrence académique. Quant au savoir ainsi mis en scène, il venait opportunément mettre en forme, traduire et sanctionner des attentes sociales et politiques. L'élection du président Aylwin sonnera son heure⁶².

⁵⁸ Exemple parmi d'autres : pour le président de la banque centrale du Chili, Alvaro Bardon, malgré ces premiers déboires « l'adhésion étroite du pays aux théories du prix Nobel d'économie Milton Friedman continue à orienter le Chili sur la voie de la reprise économique », *The Wall Street Journal* du 15 août 1980.

⁵⁹ Après avoir constaté « *But now the Chicago Boys are in trouble* », *The Wall Street Journal* rendit compte de ce revirement par ces quelques mots : « Peu de gens peuvent prétendre savoir ce que pense le Président Pinochet. Mais des observateurs de la politique du palais (palace politics) croient que le président a décidé finalement que les *Chicago Boys* étaient trop rigide en poursuivant la mise en œuvre de leurs théories sans tenir compte des difficultés fondamentales du pays » (27 juillet 1982).

⁶⁰ Barbara Stallings, « Political Economy of Democratic Transition: Chile in the 1980s », dans Barbara Stallings et Robert Kaufman (dir.), *Debt and Democracy in Latin America*, Boulder, Westview, 1989, p. 181-199.

⁶¹ Alejandro Foxley, *Para una democracia estable*, Santiago, CIEPLAN-Editorial Aconcagua, 1985. Détenteur d'un Ph.D. en économie mais à l'Université du Wisconsin, Foxley rédigea une douzaine de livres dont plusieurs directement centrés sur la dénonciation des « légendes du monétarisme ». Il sera membre de nombreuses organisations avant d'embrasser une carrière politique comme ministre des Finances d'Aylwin de 1990 à 1994, président du parti Démocrate-chrétien de 1994 à 1997, puis sénateur de 1998 à 2006.

⁶² Des rangs du CIEPLAN viennent la plupart des membres du ministère des Finances dirigé par Foxley : Pablo Pinera (chargé des relations avec les députés), Jose Pablo Arellano (directeur du Budget), Javier Etcheverry (directeur des impôts), Ricardo Ffrench-Davis, directeur des études, Andres Velasco (chef de cabinet), Manuel Marfan (coordinateur des politiques avec la banque centrale). Sont également issus de cet institut de la *Católica* le nouveau ministre du Travail René Cortazar, et plusieurs conseillers du ministère de la planification (ODEPLAN) nouvelle formule.

On le constate : les sciences de gouvernement ne sont pas seulement des ensembles de recommandations pratiques issus des milieux académiques. Elles donnent naissance à des ingénieries cognitives destinées à objectiver l'action publique⁶³. Leur valeur politique tient à cette propriété sociale : paraître indépendantes des acteurs sociaux qui les élaborent et s'en saisissent⁶⁴. Dans *Newsweek* du 14 juin 1975, Milton Friedman déclarait : « Malgré mon désaccord profond (*profound disagreement*) avec le système politique autoritaire du Chili, je ne considère pas comme un mal pour un économiste de donner des avis technico-économiques (*technical economic advice*) au gouvernement chilien, pas plus que je ne considère comme un mal pour un médecin de donner des conseils techniques au gouvernement chilien pour aider à lutter contre une épidémie ». Une métaphore médicale déjà utilisée lors d'une visite à Santiago destinée à justifier « le traitement de choc » promu par le gouvernement : « c'est la seule médecine. Absolument. Il n'y en pas d'autre. Il n'y a pas d'autre solution à long terme »⁶⁵. L'objectivité à laquelle en appellent ces savants s'oppose à ce qui n'est qu'apparence, illusion, fiction. Pour le sens commun, certifiée par des signes comme les titres universitaires ou l'appartenance à des laboratoires ou universités, elle désigne même quelque chose de plus. Elle est synonyme d'impartialité, voire de désintéressement⁶⁶. C'est pourquoi son éclat est volontiers assimilé à celui de la « vérité ». Un glissement de signification évidemment propice à des mises en scène politiques⁶⁷.

Observons toutefois que si le rôle de ces sciences de gouvernement est aujourd'hui grandissant, il est aussi souvent exagéré. Comme si à l'illusion d'hier (celui d'instituts de recherche objectifs et apolitiques) succédait celle d'une influence exclusive (des groupes de

⁶³ Par objectivation, il faut entendre les « processus qui contribuent à inscrire les relations sociales et les règles en usage dans ces relations dans l'ordre d'une « réalité objective » c'est-à-dire perçue comme extérieure aux individus s'imposant à eux et régissant leurs comportements », Jacques Lagroye, *Sociologie politique*, Paris, Presses de la FNSP et Dalloz, 1997, (3ème éd.), p. 157. Sur l'utilisation de cette notion dans l'analyse des processus politiques, voir Bernard Lacroix, « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », in Madeleine Grawitz, Jean Leca (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, T. 1, 1985, p. 469-565.

⁶⁴ D'où la prise de distance de Milton Friedman avec ses collègues chiliens pour protéger cette objectivité lorsqu'elle fut prise en défaut d'efficacité. Dans une conversation avec le chroniqueur financier du *Christian Science Monitor*, il déclare : « les Chicago boys n'avaient appliqué qu'une partie de ses recettes » (only part of his recipe). « Ils ont eu raison de cheiller au départ la devise chilienne au dollar. Mais leur grande erreur (their big mistake), a-t-il ajouté, fut de ne pas laisser leur monnaie courir avec le marché ». *Latin American Southern Cone Report* du 15 octobre 1983.

⁶⁵ *El Mercurio* du 23 mars 1975.

⁶⁶ D'où la dénonciation dont elle peut être l'objet, comme chez Orlando Letellier : « les *Chicago Boys* ont fourni un aspect de respectabilité technique aux rêves de laissez-faire et à l'avarice de la vieille oligarchie foncière, de la haute bourgeoisie et des spéculateurs financiers », op. cit., P. 52. Voir aussi, Pilar Vergara, *Auge y caída del neoliberalismo en Chile*, Santiago du Chili, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), 1983.

⁶⁷ Comme l'écrit Patricio Meller : « les économistes de Chicago croyaient posséder l'analyse adéquate pour les problèmes économiques du Chili puisque leur analyse "scientifique" n'était pas dénaturée par des considérations politiques », *Un siglo de economía política chilena (1890-1990)*, Santiago du Chili, Andres Bello, 1996, p. 193-194.

savants intervenant en sous-main pour formuler et conduire les politiques publiques). Plutôt que de toute-puissance ou de duplicité (qu'elle soit subjective ou objective), processus que viendrait mettre à jour une sociologie du dévoilement, la notion de science de gouvernement rend d'abord compte d'une ambivalence. A la fois scientifique et politique, l'enrôlement de ces savoirs laisse toute sa place aux rapports de force partisans, aux hiérarchies institutionnelles, aux arbitrages idéologiques. Il vient objectiver des décisions publiques comme au Chili le processus de « désengagement » puis de « démocratisation » des fonctions étatiques au cours des années 1980 et 1990⁶⁸. Il ne s'agit pas là d'une simple expertise, service rémunéré de caractère purement technique d'aide à la décision. Les entrepreneurs de scientificité sont enrôlés non pas pour résoudre par un savoir précis une question particulière mais pour constituer la question à travers ce savoir. Pour élaborer conjointement un diagnostic et des propositions de réformes en intégrant une revendication d'objectivité qui participe de la légitimité des décisions prises.

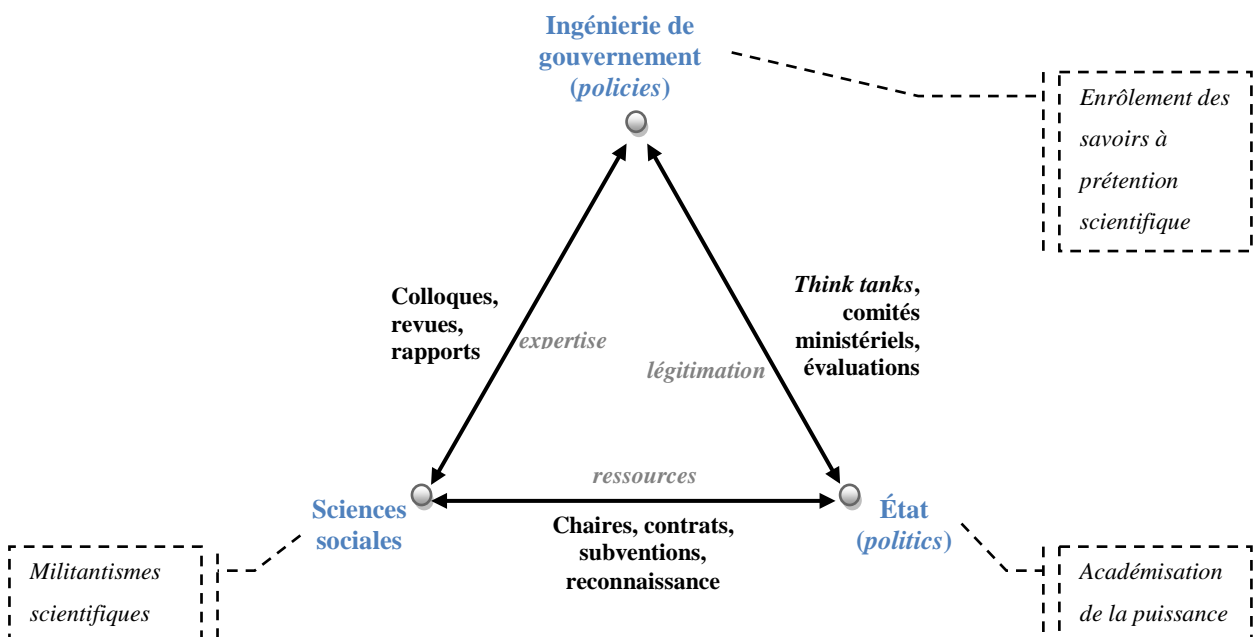


Figure 1 – Idéal-type de la mise en œuvre d'une science de gouvernement

On l'aura compris : il convient de centrer l'analyse sur l'ensemble des processus par lesquels s'élaborent, se négocient et émergent, dans des jeux d'acteurs qui ne sont jamais purement scientifiques ou purement politiques, des définitions de la situation qui servent de

68 On pourrait rapprocher cette situation de ce que Peter Evans appelle « l'autonomie encastrée ». *Embedded Autonomy: States and Industrial Transformations*, Princeton, Princeton University Press, 1995, P. 12.

points de coordination aux motivations des parties-prenantes. Un point de départ qui permet, ensuite, de confronter les circuits de diffusion et d'accréditation de ces sciences de gouvernement, les hommes et les moments qui les portent, les controverses et les défis qui les sous-tendent, les usages et les expériences qu'elles rationalisent et exemplifient. Cet agenda scientifique induit une dynamique qui comporte deux versants étroitement liés. Le premier relève de ce que l'on pourrait désigner comme une *scientifisation* du politique : par quoi il faut entendre non pas seulement l'encadrement de l'univers politique par les considérants objectivés d'un savoir à prétention scientifique (comme ensemble de règles structurant de l'extérieur le jeu politique), mais aussi et surtout la place croissante des filières de recrutement académique dans les appareils d'État (pour le Chili, le nombre de détenteurs de Ph.D. parmi le personnel ministériel est extrêmement élevé depuis 1990, des figures qui sont presque toutes passés durant le régime militaire par les instituts de recherche privés de l'opposition, comme le CIEPLAN, l'AHC, l'ILADES, le CED, le CES, le CLEPI...). Le second concerne, de façon symétrique, le phénomène de *politisation* des savoirs académiques que l'on peut observer à travers la pénétration dans cet univers de catégories de perception du jeu politique lui-même (notamment les catégories partisans de positionnement gauche/droite).

Que des connaissances élaborées dans le monde universitaire soient élevées au rang de moyens d'action gouvernementale, voilà bien tout sauf un phénomène nouveau au Chili. Fiscalité, géographie, anthropologie, état civil, élections, communication : les domaines d'intervention des sciences de gouvernement n'ont cessé de s'étendre depuis les deux guerres civiles du milieu du XIX^e siècle⁶⁹. Et avec elles tout un ensemble d'instruments bureaucratiques (des plus modestes – archives, organigrammes, recensement, cartographie – au plus ambitieux – conceptualisation juridique de la notion de frontière, patrimonialisation de la référence au passé, évaluations géopolitiques, techniques budgétaires et financières, anthropologie coloniale...). Le développement des activités de recherche universitaires aidant⁷⁰, ces connaissances sont venues paramétrer les catégories d'intervention publique. Signe que l'action gouvernementale s'exerce et se légitime par la mobilisation d'instruments de connaissance, des savoirs spécialisés par lesquels se font puis se défont des modèles d'action gouvernementale⁷¹. Depuis le XIX^e siècle, nombreux sont les réformateurs et

⁶⁹ Sur l'importance de ces conflits dans la constitution de l'État chilien, Maurice Zeitlin, *The Civil Wars in Chile, 1851 and 1859*, Princeton, Princeton University Press, 1984.

⁷⁰ Ivan Jaksic et Sol Senano, « In the Service of the Nation: The Establishment and Consolidation of the Universidad de Chile, 1842-79 », *The Hispanic American Historical Review*, 70, 1, février 1990, p. 139-171.

⁷¹ Gertrude M. Yeager a montré, par exemple, combien le style de la vie politique nationale doit beaucoup à la création au début du XIX^e siècle de l'*Instituto Nacional*, agence qui assurait l'homogénéité des études secondaires dans le pays, puis la création de l'*Universidad de Chile* en 1843 : des instances qui furent le creuset

bureaucrates qui s'efforcent de constituer leur savoir en « sciences gouvernementales »⁷². C'est ainsi que l'usage des sondages s'est développé à partir de 1957 au Chili : par importation de techniques inventées ailleurs et sous la houlette d'un Institut de Sociologie et d'une chaire de la Faculté de Sciences Sociales Sud Américaine financée par l'Unesco. Le professeur Raul Samuel, directeur francophone de l'École Chilienne de Sociologie, avait été chargée des études de psychologie sociale et d'opinion publique dans le cadre de cet Institut. Il fut le fer de lance des premières enquêtes effectuées en août-septembre 1957. Un travail financé par l'Unesco et le gouvernement français portant sur 1640 répondants du « grand Santiago » qui fut publié dès la fin de cette année⁷³. Une nouvelle ingénierie de gouvernement était née. Une scientificisation de la sociologie qui est inséparable d'un contexte : celui de l'élection du gouvernement de Carlos Ibañez del Campo (1952-58) puis relancée par le gouvernement d'Eduardo Frei (1964-70) qui enrôla nombre de sociologues de la *Católica*. Les Démocrates-chrétiens, promoteurs d'importantes réformes de structure, contribuèrent ainsi à l'institutionnalisation d'une « sociologie scientifique » devenue la discipline centrale de la planification du développement⁷⁴.

Autre exemple : l'Institut des Etudes Internationales (IIS) de l'*Universidad de Chile*. Il fut fondé en 1966 par le professeur Claudio Véliz, avec la coopération du *Royal Institute of International Affairs* de Londres. Un Institut qui se voulait une unité académique autonome, bien qu'elle soit rattachée à l'*Universidad de Chile*. Ses « expertises » géopolitiques devaient renforcer l'action du Ministère des Affaires Etrangères⁷⁵. Ce fut le même cheminement qui conduisit aux premiers dispositifs témoignant d'une politique nationale de santé publique au Chili à la fin du XIX^e siècle. Eux aussi sont directement l'effet des tensions sociales qui marquèrent ce pays, notamment la fragmentation des élites dans les années qui ont précédé la révolution de 1891. Controversés, ces dispositifs s'appuyaient sur de nouvelles catégories d'intervention bureaucratique : une production réglementaire qui supposait le déploiement

de la formation des élites et partant un instrument de stabilisation de la vie politique (« Elite Education in Nineteenth-Century Chile », *The Hispanic American Historical Review*, 71, 1, février 1991, p. 73-105).

⁷² Pour une illustration conçue à partir d'une problématique d'histoire des idées, voir Robert M. Will (« The Introduction of Classical Economics into Chile », *The Hispanic American Historical Review*, 44, 1, février 1964, p. 1-21) qui suit l'arrivée du professeur Jean-Gustave Courcelle-Seneuil au Chili. Ce dernier introduisit les écrits des économistes classiques et se fit le promoteur des premières chaires d'économie politique, notamment auprès de l'*Instituto Nacional*. Un entrepreneur de scientificité confronté à l'époque à la solidité de l'ancrage du néomercantilisme au cœur des politiques publiques.

⁷³ Alain Girard, « The First Opinion Research in Uruguay and Chile », *Public Opinion Quarterly*, 22, 3, automne 1958, p. 251-260.

⁷⁴ Edmundo F. Fuenzalida, « The Reception of "Scientific Sociology" in Chile », *Latin American Research Review*, 18, 2, 1983, p. 95-112.

⁷⁵ Heraldo Munoz, « Social Science in Chile: The Institute of International Studies of the University of Chile », *Latin American Research Review*, 15, 3, 1980, p. 186-189.

d'un argumentaire scientifique inédit et de nouvelles ingénieries de gouvernement élaborés conjointement par les professionnels médicaux et les représentants du pouvoir d'État⁷⁶. On le constate : reconstituer le rôle des entrepreneurs de scientificité revient en fait à analyser l'entrée en jeu de savoirs à vocation scientifique dont participent directement les dispositifs qui, au nom de l'action publique, encadrent le social. Plus exactement : de suivre leur métamorphose en ingénierie d'État comme de comprendre leur institutionnalisation, en retour, sous la forme d' « écoles », de « paradigme » voire de « disciplines ». Analyser l'action des *Chicago Boys* à partir d'une problématique relevant de la sociologie historique des sciences de gouvernement, c'est faire droit à cette double dimension structurant les échanges entre monde savant et monde politique. Ce n'est pas, on l'a vu, analyser comment une doctrine et ses principaux éléments théoriques se sont formés, ni même comment des énoncés cognitifs se sont personnalisés dans des individus qui ont transmis leur vision du monde, sous couvert de science, à leurs disciples. C'est s'attacher aux usages socio-politiques par lesquels une revendication de scientificité a pu devenir à la fois une science dans l'État et une science de l'État.

⁷⁶ Carl J. Murdock, « Physicians, the State and Public Health in Chile, 1881-1891 », *Journal of Latin American Studies*, 27, 3, octobre 1995, p. 551-567.